



# Commune de Chauffailles

Tél : 03.85.26.55.00  
Fax : 03.85.26.55.02  
mairie@chauffailles.fr

## ARRETE MUNICIPAL N° 2026/002

Portant interdiction de démarchage à domicile  
sur l'ensemble du territoire communal.

Le Maire de la commune de CHAUFFAILLES,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

**Vu** le Code de la Consommation et notamment ses articles L.121-1 à L.121-7, L.121-21 à L.121-29 et L.122-11 à L.122-15,

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

**Considérant** que l'activité du démarchage à domicile s'intensifie sur le territoire de la ville de Chauffailles,

**Considérant** qu'il est nécessaire de protéger les citoyens et surtout les plus vulnérables d'entre eux, contre des pratiques commerciales déloyales ou agressives telles qu'elles sont définies au Code de la Consommation,

**Considérant** qu'il est nécessaire aux services chargés de la sécurité de voie publique de connaître les sociétés exerçant du démarchage commercial sur la commune,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réglementer l'activité de cette pratique sur la commune de Chauffailles au vu de précédents faits d'usurpation d'identité ou de qualité,

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu de réglementer cette pratique dans l'intérêt général, afin de prévenir toute atteinte à la tranquillité et à l'ordre public,

## ARRETE

**Article 1** : Afin de préserver la tranquillité des habitants et de maintenir l'ordre public, le démarchage à domicile est interdit sur le territoire de la commune de CHAUFFAILLES à compter du jeudi 08 janvier 2026, sauf autorisation expresse de la commune, et ce jusqu'au 31 juillet 2026.

**Article 2** : Les habitants qui s'estiment victimes de pratiques déloyales ou agressives ou encore d'usurpation d'identité, sont invités à prendre contact avec la Police Municipale de CHAUFFAILLES et/ou avec la Gendarmerie Nationale.

**Article 3** : Les quêtes à domicile sont interdites sur le territoire de la commune de CHAUFFAILLES sur la même période que le démarchage à domicile fixé à l'article 1 de ce présent arrêté, sauf autorisation prévue par le calendrier annuel des appels à la générosité publique.

La vente de calendriers au domicile des particuliers par certains organismes publics, n'est pas assimilée à une quête.

**Article 4** : Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté se verront dresser un procès-verbal de contravention de 2<sup>ème</sup> classe, conformément à l'article R610-5 du Code Pénal.

**Article 5** : Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de CHAUFFAILLES,  
Monsieur le Directeur Générale des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
La Police Municipale de Chauffailles.

**Article 6** : Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Chauffailles, le 08 janvier 2026

Le Maire,

Stéphanie DUMOULIN

